



Symposium sous régional sur les «stratégies locales de lutte contre la violence et la criminalité pour une gouvernance urbaine inclusive en Afrique de l'ouest»

28 au 29 avril 2016 à Dakar



© IPAR 2016

RAPPORT FINAL

Table des matières

Liste des sigles et abréviations	4
CONTEXTE ET JUSTIFICATION	5
OBJECTIFS ET INCIDENCES ATTENDUES	6
Objectif général	7
Objectifs spécifiques	7
Incidences attendues	7
CEREMONIE D'OUVERTURE	8
Discours d'ouverture de M. Khalifa SALL, Maire de la Ville Dakar	8
Allocution de M. Alioune Badiane, Directeur des programmes d'ONU Habitat.....	9
Allocution de M. El Hadji Malick DIOP, Président de la Commission économique et financière du Conseil des collectivités territoriales de l'UEMOA.....	9
Allocution de M. Vezina, Chargé d'affaires à l'ambassade du Canada	10
Allocution de M. Simon Carter, Directeur régional du CRDI	10
Allocution de M. Alfred GOUBA, Secrétaire d'Etat chargé de la Décentralisation auprès de M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure - Burkina Faso.....	10
THEME 1 : LES DEFIS DE LA SECURITE URBAINE EN AFRIQUE DE L'OUEST	11
Introduction de M. Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général CGLU - Afrique.....	11
Présentation du contexte, des objectifs et résultats attendus de l'atelier	12
Interventions	14
Recommandations majeures.....	15
Panel 1: Nature, acteurs, causes et conséquences de la violence	15
et de la criminalité urbaines	15
Synthèse des présentations.....	16
Commentaires des panélistes.....	20
Interventions des participants	20
Panel 2: Territoires, ségrégation spatiale, aménagements et insécurité	21
Synthèse des présentations.....	22

Commentaires des panélistes.....	23
Panel 3 : Gouvernance locale urbaine et radicalisation.....	24
Keynote Speaker : Pr. Bakary SAMB, <i>Directeur, Institut Timbuktu</i>	24
Synthèse des présentations.....	25
Commentaires de panélistes	26
Interventions des participants.....	27
THEME 2 : SOLUTIONS ET REPONSES A LA VIOLENCE ET A L'INSECURITE URBAINE	29
Panel 4 : Revue critique des réponses à la criminalité et à l'exclusion dans les villes ouest africaines.....	29
Synthèse des présentations.....	29
Commentaires des panélistes.....	32
Interventions des participants	33
TRAVAUX DE GROUPE	33
Groupe 1: La gouvernance de la sécurité urbaine : le jeu des acteurs	33
Groupe 2 : La participation citoyenne comme vecteur de durabilité des politiques de sécurité et de prévention	35
Groupe 3: L'évaluation, financements et reddition des comptes	37
Groupe 4 : Gouvernance et sécurité urbaine.....	39
Interventions des participants.....	41
CEREMONIE DE CLOTURE.....	43
Lecture de la Déclaration de Dakar (cf. Déclaration en annexe) et réactions.....	43
Motions de remerciement	43
Les prochaines étapes	43
Mot de clôture de M. Khalifa Sall	44
ANNEXES.....	45
I. Note conceptuelle du Symposium	45
II. Différentes présentations.....	45
III. Déclaration de Dakar.....	45
IV. Liste des participant (e) s	45

Liste des sigles et abréviations

CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CGLUA	Cités et Gouvernements Locaux Unis d’Afrique
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
DFID	Department for International Development
FDS	Forces de défense et de sécurité
IPAR	Initiative Prospective Agricole et Rurale
ODD	Objectifs de développement durable
ONU - Habitat	Programme des Nations unies pour les établissements humains
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au sortir de la Conférence Habitat II en 1996, il avait été reconnu que la sécurité est un service de base qui devrait bénéficier à tous les citoyens, sans distinction aucune. La raison fondamentale derrière cette posture est la montée des incivilités, des désordres et des actes de délinquance dans les espaces urbains. En 2001, Anna Tibaijuka¹ affirmait : « *les établissements humains urbains sont des lieux où la criminalité et la délinquance sont en augmentation significative* ».

5

Pendant longtemps, des experts ont tenté d'établir le lien entre la pauvreté et la criminalité. Et en 2011, le *Rapport sur le développement dans le monde* soulignait que « l'écart de pauvreté se creuse entre les pays touchés par la violence et les autres ». Il indiquait que « chaque fois qu'un pays connaît pendant trois ans des violences majeures [ce qui comprend les morts par homicide], l'écart se creuse de 2,7 % » malgré les efforts de réduction de la pauvreté².

Par ailleurs, les données existantes permettent de noter que concomitamment à la criminalité et à la violence galopantes, la pauvreté et les inégalités se développent dans les zones urbaines. En outre, les données existantes ayant trait à l'urbanisation, à la pauvreté extrême et à la violence en milieu urbain sont inquiétantes : en moyenne, un tiers des citoyens vit sous le seuil de la pauvreté. Les habitants des villes risquent davantage de tuer ou d'être tués que les autres et les taux d'homicides en milieu urbain sont supérieurs aux moyennes nationales. S'y ajoute que la presque totalité de la croissance démographique des prochaines décennies sera concentrée dans des bidonvilles ou des établissements spontanés (Banque Mondiale, 2011).

D'éminents spécialistes de questions de sécurité sont d'avis que les conflits de l'avenir se dérouleront dans les villes qui ne seront pas en mesure de s'adapter au rythme de croissance rapide de leur population. La violence criminelle organisée, associée au commerce de la drogue dans certains pays, est désormais liée aux politiques nationales. En effet dans certains centres urbains, les bandes et les milices ont supplanté les autorités publiques, offrant des services et une protection aux communautés. Et ce, à un prix souvent fort élevé. Les formes de violence sociale et familiale constituent également des problèmes importants, surtout pour les groupes les plus vulnérables, dont les femmes, les filles et les jeunes.

Une [étude de fond commandée par le CRDI](#) en 2012 a révélé que les répercussions directes de la violence urbaine sur les pauvres sont bien connues. On commence aussi à comprendre les répercussions indirectes de la violence, notamment les déplacements de populations, la perturbation des services sociaux, la baisse de la croissance économique et l'exode des cerveaux, ainsi que les coûts qu'il engendre, dont l'augmentation des sommes consacrées à l'application de la loi.

¹ Tibaijuka A. 2001. "Preface", in Chalom, M. and al. *Urban safety and good governance: the role of Police*, UN-Habitat and ICPC, 56 p.

² Banque Mondiale, 2011: « Rapport sur le développement dans le monde 2011 : conflits, sécurité et développement » http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/06/02/000356161_20110602030519/Rendered/PDF/622550PUB0FREN000public00BOX361476B.pdf

Les formes d'insécurité sexo-spécifiques retiennent également l'attention : dans les milieux urbains, les hommes risquent plus que les femmes d'être victimes de voies de fait ou de vols avec violence, tandis que les femmes et les filles sont le plus souvent victimes de violence sexuelle ou familiale.

Par ailleurs, les analyses commanditées par ONU-Habitat insistent sur la corrélation entre la gouvernance des villes et la prévalence de la criminalité dans les espaces urbains. Les enquêtes de victimisation menées à Abidjan entre 1998 et 2007, à Bamako en 2008 et à Ouagadougou entre 2010 et 2011³ montrent qu'en général les citoyens dans les villes, sont différemment touchés par les violences : en effet dans les villes, peu de délits sont commis dans les centres administratifs et commerciaux par rapport à la périphérie. De même, le type d'infractions commis dans les couronnes centrales diffère de plus en plus qu'on se déplace vers les sites périurbains. Ceci se traduit par deux facteurs situationnels : la présence et la capacité de réponses des services de sécurité publique d'une part et le type de l'habitat d'autre part, posant ainsi la problématique de la gouvernance urbaine en l'occurrence les inégalités d'accès aux services publics entre les citoyens.

En organisant ce symposium sous régional, le CRDI, la Mairie de Dakar et ONU-Habitat envisagent de susciter la réflexion sur l'ampleur de ces phénomènes et proposer des stratégies et des actions prioritaires qui pourraient être utilisées par les collectivités urbaines pour relever les défis de l'insécurité, de la violence et de l'exclusion auxquels elles font face, ceci en étroite collaboration avec les acteurs publics et privés.

Ainsi, sur la base de connaissances produites par les recherches subventionnées par le CRDI et le DFID, par ONU-Habitat ainsi que d'autres experts de la région, le but du symposium est de formuler des recommandations stratégiques en vue de l'élaboration d'un plan d'actions de sécurité urbaine inclusif au sein des municipalités en Afrique de l'Ouest.

Placé dans le cadre global du développement économique et social au sein des collectivités urbaines, le Symposium est articulé entre autres autour des thématiques suivantes :

- Nature, acteurs, causes et conséquences de la violence et de la criminalité urbaines ;
- Territoires, ségrégation spatiale, aménagements et insécurité ;
- Gouvernance locale urbaine et Radicalisation ;
- Revue critique des réponses à la criminalité et à l'exclusion dans les villes ouest africaines ;
- Pour des municipalités plus sûres et plus inclusives : comment améliorer les politiques, les pratiques, le financement et la coordination de la prévention de la criminalité et des inégalités urbaines?

OBJECTIFS ET INCIDENCES ATTENDUES

³Lire Diagnostics de la délinquance et l'insécurité à Abidjan, Bamako et Ouagadougou

Objectif général

Contribuer à améliorer la gouvernance urbaine en Afrique de l'Ouest par la mise à disposition des connaissances pratiques et des données probantes pour une lutte efficace contre les violences, les inégalités et les exclusions dans les collectivités urbaines.

Objectifs spécifiques

- Mettre à disposition des collectivités territoriales urbaines des connaissances, des stratégies et des outils en vue de renforcer leurs capacités à relever les défis de l'insécurité, de la violence et de l'exclusion en Afrique de l'Ouest
- Offrir une plateforme pour instaurer un dialogue politique inclusif et des interactions positives entre chercheurs, décideurs et acteurs de la société civile et du secteur privé en vue de développer des solutions stratégiques contre les défis de l'insécurité urbaine en Afrique de l'Ouest.
- Proposer des recommandations pratiques et opérationnelles aux collectivités territoriales pour l'élaboration de politique urbaine en vue de rendre les villes de l'Afrique de l'Ouest plus sûres et plus inclusives.

Incidences attendues

- Les autorités des collectivités locales possèdent des connaissances et des outils pour rendre plus sûres leurs territoires avec un accent sur la prévention de la radicalisation, les infractions courantes et le terrorisme.
- Les services de sécurité publique traditionnels (police, gendarmerie) la justice et les universitaires s'engagent à soutenir le développement des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles des collectivités pour accélérer la gouvernance inclusive de la paix et la sécurité par la base.
- Le cadre de collaboration et de partenariat entre les collectivités territoriales sur les questions de sécurité se renforce dans la région ouest africaine.

CEREMONIE D'OUVERTURE

Discours d'ouverture de M. Khalifa SALL, Maire de la Ville Dakar

A l'entame de son discours, Monsieur Khalifa Sall a chaleureusement salué et remercié ses homologues Maires de villes africaines d'avoir pris part à cette importante rencontre. Il leur a souhaité la bienvenue et les a assurés de tout le plaisir qu'il a à les recevoir à Dakar. Au nom de la ville de Dakar, il a exprimé toute sa gratitude aux partenaires, aux organisateurs du symposium que sont le CRDI, l'ONU Habitat, l'UEMOA, l'IPAR et tous les participants à l'évènement qui se veut une formidable opportunité d'échanges sur la question des villes sûres. Insistant sur la volonté des élus locaux de prendre à bras le corps les questions de sécurité, il a exprimé le souhait que ce symposium soit pour chacun une opportunité de partage.



M. Sall s'est dit satisfait de l'engagement des hommes et des femmes des Forces de défense et de sécurité (FDS) sénégalaises pour la prise en charge des questions de sécurité. Il a insisté sur l'opportunité mais aussi la pertinence du choix de Dakar, jusque-là préservé du terrorisme. Quelles solutions contre l'insécurité ? Telle est la question que nous devons nous poser. Parler d'insécurité, c'est d'abord se soucier de la sécurité civile et déterminer ce qui pousse un citoyen à transgresser les règles établies et s'ancre dans l'incivisme conduisant à agir violemment. Est-ce le manque d'intégration ? Est-ce une mauvaise politique de prise en charge ? Les causes de la violence sont diverses et présentes en permanence dans notre quotidien, mais les manifestations conduisent toutes au mal être social pour ne pas dire sociétal.

Fondamentalement importante, la question de sécurité ne saurait être confiée aux seules collectivités locales a affirmé Monsieur Khalifa Sall. Elle est de la compétence de l'Etat et l'autorité communale est juste délégataire local et agit au nom de l'Etat. Selon M. Sall, les Etats centraux sont responsables de la sécurité des collectivités locales mais ont besoin que ces dernières les assistent. Combattre l'insécurité commence dans l'enceinte familiale, se poursuit dans les quartiers avant de s'élargir aux collectivités territoriales. A cet effet, toujours selon M. Sall, les autorités locales sont interpellées dans leurs capacités à répondre aux questions qui sont intrinsèquement d'ordre social, les causes étant les mêmes partout. Des fléaux comme l'émigration à tout prix, le trafic de drogue, la prise d'otages et autres, qu'il

considère comme des formes de radicalisme, émanent d'une méconnaissance de l'autre et engendrent cette violence qui n'épargne finalement aucun pays.

Une introspection de toutes les autorités est de mise pour juguler ce processus malsain. Il serait également important de retourner à nos valeurs qui ont toujours sous tendu notre équilibre social, facteur de concorde et paix. Enfin, une anticipation sur ces questions ne saurait être occultée car seul facteur d'une meilleure prise en main d'un phénomène à tendance expansionniste.

Allocution de M. Alioune Badiane, Directeur des programmes d'ONU Habitat

Après avoir remercié les participants d'avoir bien voulu honorer l'invitation des organisateurs, M. Badiane a rappelé que son organisation NU Habitat met en œuvre un programme *Villes plus sûres* depuis 20 ans environ. Ce programme a appuyé des interventions de prévention de la criminalité et de la sûreté urbaine dans plusieurs municipalités en Afrique. Il ressort des leçons tirées de ces expériences que pour relever le défi de la sécurité, la prévention demeure du ressort des autorités locales qui devraient assumer leur rôle avec compétence et se coordonner avec d'autres partenaires sociaux. La prévention n'est pas du domaine de la justice criminelle qui n'entre en scène qu'après l'occurrence d'un crime. Elle n'est pas non plus une affaire d'experts (psychologues ou autres travailleurs sociaux, etc.) dont l'action devrait porter sur le suivi des groupes et personnes vulnérables. Elle est l'affaire de toute une ville en quête de plus d'inclusion et cohésion sociales face aux risques de cassure du tissu social.

Selon lui, la sécurité est un préalable au développement. Ainsi les autorités locales ont un rôle primordial à jouer dans ces questions dont l'acuité est universelle. Terminant son discours, il affirme qu'ONU-Habitat doit être acteur dans la sécurité et que celle-ci doit être coproduite. Partager l'expérience d'UN-Habitat peut faire la différence et ce dernier est disposé à collaborer sur cette question qui n'est pas seulement un problème propre à l'Afrique.

Allocution de M. El Hadji Malick DIOP, Président de la Commission économique et financière du Conseil des collectivités territoriales de l'UEMOA

Dans son allocution, M. Diop a déclaré que les chefs d'Etats et de gouvernements de l'UEMOA ont décidé d'inclure les questions de sécurité dans leurs priorités. Après une analyse de la situation dans l'espace UEMOA, un Comité de Haut Niveau a été mis en place en 2012 à Lomé, pour valider un programme stratégique pour la paix et la sécurité assorti d'un plan d'actions. A travers la mise en œuvre de ce programme, ce Comité peut jouer un rôle de prévention et d'alerte précoce sur les potentielles et réelles menaces et initier une meilleure prise en charge de la question sécuritaire.

La situation d'insécurité est la résultante d'une combinaison de plusieurs facteurs dont l'impact des crises économiques et politiques, la menace sanitaire, les défis environnementaux, les difficultés de gestion des ressources naturelles, foncières, l'extrémisme religieux, la situation des pays post conflits engendrant un dysfonctionnement des systèmes politiques. S'y ajoutent le chômage et la marginalisation des jeunes et femmes, facteurs de migration rendant les ménages vulnérables.

Le constat de fragilité des économies des Etats membres de l'UEMOA est donc primordial et Dakar, en organisant ce symposium, se positionne en précurseur du redressement dans ce domaine complexe et multiforme. La violence constitue aussi un souci de santé pour l'OMS. Tous les Etats de l'Union doivent donc tenter de mettre au point un mécanisme d'alerte précoce. Terminant son discours, M. Diop a préconisé de privilégier les mécanismes endogènes de gestion des conflits et a félicité la ville de Dakar pour son leadership dans cette lutte. L'UEMOA sera très réceptive aux conclusions de ce symposium.

Allocution de M. Vezina, Chargé d'affaires à l'ambassade du Canada

M. Vezina a commencé par rappeler les liens séculaires qui lient le Canada à Afrique, qui comptent plus de 50 ans de coopération. Le Canada est à l'écoute des Gouvernements pour un soutien à la sécurité civile et alimentaire d'où un investissement de sept (7) milliards de dollars canadiens destiné à la jeunesse. Il a attiré l'attention sur d'importantes formes de vulnérabilités que sont la question de genre et les changements climatiques et qui représentent des défis pour assurer l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest. Pour terminer, M. Vezina a salué les accords de Paris ajoutant que les villes doivent jouer un rôle primordial dans la protection et l'épanouissement de leurs citoyens.

Allocution de M. Simon Carter, Directeur régional du CRDI

Il s'est dit très honoré de prendre part à ce symposium stratégique et a rappelé que la contribution du CRDI s'articule autour de l'Initiative Villes sûres et inclusives. Cette initiative s'est voulu un cadre de construction de connaissances scientifiques pour identifier des stratégies les plus efficaces aux fins de contrer l'insécurité urbaine. Cette initiative, qui a regroupé des experts de plusieurs régions du monde, apporte des éclaircissements sur les stratégies qui marchent et celles qui ne marchent pas. Elle a regroupé 40 villes (dont 11 en Afrique de l'Ouest et du Centre) qui ont voulu mieux comprendre les facteurs contribuant à la violence urbaine, économique, politique, sexuelle, les causes et conséquences pour enfin agir contre cette violence. Le Dr Carter a souligné que trois années de mise en œuvre ont permis de générer des connaissances dont les suivantes : l'urbanisation de la sous-région ouest-africaine a créé des inégalités, une prolifération de quartiers précaires et non aménagés, une insuffisance des services publics de base dont de sécurité engendrant l'implication des jeunes enfants dans la criminalité. Dans la région, la violence devient de plus en plus organisée avec des gangs qui se répartissent les rôles selon le genre et l'âge. En réponse, les populations ont développé des stratégies de résistance. Elles n'ont pas foi au système judiciaire et incitent les victimes à ne pas solliciter la justice formelle. Ces assises nous permettront d'utiliser des conclusions pour apporter des réponses aux défis de l'urbanisation dans la région pour des villes sûres et inclusives.

Allocution de M. Alfred GOUBA, Secrétaire d'Etat chargé de la Décentralisation auprès de M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure - Burkina Faso

M. Gouba a tenu à manifester toute sa reconnaissance aux initiateurs de cet atelier, soulignant qu'il s'agissait là d'un atelier du donner et du recevoir. Il a évoqué les récentes attaques terroristes qui ont eu lieu au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire pour souligner que les villes du Sud surtout les nôtres sont sensiblement confrontées aux mêmes problèmes de sécurité. Ainsi de la base au sommet va-t-il préconiser de tenter de trouver des stratégies. Pour terminer son propos, il a émis le souhait de voir les discussions aboutir à des stratégies de mise en œuvre très enrichissantes.

THEME 1 : LES DEFIS DE LA SECURITE URBAINE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Introduction de M. Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général CGLU – Afrique



Il a commencé son propos par souligner le caractère fondamental de la question de la sécurité. Il a indiqué que les collectivités locales sont au cœur de la lutte contre la criminalité et les Etats doivent savoir que le combat contre la criminalité se gagne ou se perd au niveau local. Mais les Etats en sont-ils vraiment conscients ?

Dans le contexte de l'évolution de notre continent, les réponses sont pour l'heure stéréotypées et n'impliquent pas vraiment les collectivités locales. La question de la criminalité ne se résoudra pas sans prise en compte du contexte spécifique local en l'occurrence les mutations démographiques, économiques, sociales avec leurs conséquences politiques.

Pour les mutations démographiques, M. Elong Mbassi souligne que l'Afrique compte en 2016 près d'1,200 milliard d'habitants et croîtra à 2 milliards en 2050. Paris est passé de 500.000 à 1.000.000 d'habitants en un siècle, New York en un demi-siècle là où le Nigeria n'a eu besoin que de 25 ans. L'on y dénombre 350.000 naissances par an. 60% de la population africaine ont moins de 25 ans. De 1950 à 2000, l'exode rural a multiplié par 10 la population urbaine. La croissance démographique ne décélère pas malgré les fléaux qui s'abattent sur l'Afrique (Sida, Ebola, Paludisme, etc.).

M. Elong Mbassi a évoqué l'incapacité des Etats et des organisations communautaires à faire face au désespoir de la jeunesse africaine. Comment se fait-il que l'Union européenne ait pu

organiser une rencontre Afrique – Europe alors que l’Union Africaine n’a rien fait jusque-là. L’Afrique s’est mise à importer des concepts du genre secteur informel alors que Jacques Bougnicourt recommandait l’économie populaire. Une lutte idéologique s’est alors engagée. Il est temps de passer des théories aux pratiques. Des jeunes quittent la région pour aller risquer leur vie au large de Gibraltar. Les jeunes africains sont-ils appelés à vivre dans une désespérance sans fin ? L’exemple de ce garçon de Sidi Bouzid qui a précipité la chute de Ben Ali illustre à souhait le désespoir des jeunes de la région. Malgré tout, les dirigeants africains n’ont pas tiré de leçons. Ils doivent être conscients que les populations les choisissent pour les diriger mais pas pour les désespérer.

M. Elong Mbassi a évoqué l’évasion fiscale, que les multinationales et dirigeants africains ont érigé en sport favori et qu’il considère comme une forme de violence qui dépasse de loin toute autre forme de violence. Il cite la Commission Mbeki qui affirme que depuis l’indépendance, près de 3 trillions de dollars ont été subtilisés par les multinationales. Est-elle incluse dans nos études ?

Par ailleurs, évoquer le retour aux valeurs ancestrales, n’est plus d’actualité selon M. Elong Mbassi. Les évolutions démographiques entraînent d’autres mutations qui se développent à une vitesse exponentielle et la jeunesse devient une bombe à retardement. Les Etats africains rateront le coach s’ils pensent résoudre l’équation par des références passéistes. Certes, l’Afrique doit retrouver sa dignité, mais comment ? Quand des secteurs, tel que l’agriculture, qui nous ont toujours valu notre développement sont négligés ou que les valeurs éthiques de nos dirigeants sont de plus en plus discutables. Dans les villes africaines, y compris les villes moyennes, 4 personnes sur 10 viennent de la campagne. Ne doit-on pas intégrer ces mutations démographiques dans la question sécuritaire ? De nouveaux concepts nous interpellent. Ceux du passé nous font rater la possibilité de réinscrire la problématique dans une bonne stratégie. La première lutte contre la violence est idéologique.

Le secteur informel (économie populaire) des villes représente 75% du PIB de nos pays, il en résulte que le sort de nos pays dépend de la performance de nos villes donc de l’économie populaire. Or nos dirigeants ciblent les marchés internationaux et non locaux, régionaux ou sous régionaux. La fonction d’une ville c’est de structurer. Peut-on fonctionner à l’envers du développement et prétendre à des devises ? interroge M. Elong Mbassi. Cela engendre des violences. Les économies des pays développés œuvrent pour leur propre marché tandis que nos pays travaillent pour le marché mondial. Il a préconisé d’accroître la capacité d’offre de travail de nos économies et de réduire l’insécurité humaine et la désespérance de nos jeunes. Nos modèles économiques doivent être révisés afin de permettre à la jeunesse de s’auto-crée des opportunités.

Présentation du contexte, des objectifs et résultats attendus de l’atelier

Mme Maye Seck SY, Conseillère technique du Maire de Dakar en charge de la sécurité urbaine,

Mme Ramata Thioune, Spécialiste principale de Programmes au CRDI

Prenant la parole la première, Mme Ramata Thioune a exhorté l’audience à prendre le temps de murir ces notes très riches. Elle a informé que le Symposium est vert et que les imprimés ont été réduits au strict minimum.

Pour camper le contexte du symposium, Mme Thioune s'est référé au rapport de la Banque Mondiale (2011) sur l'urbanisation. Ce rapport indique que le tiers de la population mondiale habitera dans les villes. Cette tendance est valable pour la sous-région ouest-africaine. L'urbanisation crée des opportunités de développement mais elle s'accompagne également de difficultés, d'inégalités et d'exclusions. Dans ce rapport, la Banque mondiale estime que la croissance démographique va se faire dans les zones périphériques. Mais si les jeunes sont exclus des centres de décision, il se posera un problème de déséquilibre. Le CRDI a conduit un processus de recherche pour comprendre ces phénomènes et saisir les leviers sur lesquels s'appuyer pour lutter contre ces phénomènes de la violence. Le CRDI finance des recherches pour influencer sur les politiques publiques. Il ne s'agit pas de faire de la recherche pour faire de la recherche mais celle-ci doit être socialement utile et servir. Ce symposium offre donc l'opportunité de mutualiser les efforts et de créer une interrelation entre chercheurs et décideurs permettant principalement à l'exécutif urbain d'user de ces résultats de recherches. L'objectif étant de protéger nos collectivités et d'asseoir des villes sûres.

Parlant de la suite que le CRDI compte donner à ce symposium, Mme Ramata Thioune a assuré que les réflexions qui émaneront de ce symposium, pourraient être utiles au CRDI qui va entamer la réflexion sur la phase 2 de son programme de recherche Villes sûres et inclusives.

Mme Maye Seck SY est revenue sur les perspectives de ce symposium. Les réflexions permettront une production de documents stratégiques sur la thématique majeure de ce symposium notamment un policy brief sur les causes et solutions de la violence et de la criminalité et un autre sur la question stratégique de la radicalisation. Une 3ème production portera sur le rapport général de ce symposium.

L'issue de ce symposium, devra déterminer une véritable réflexion sur les questions de sécurité dans les pays d'Afrique de l'ouest et en tant que compétence partagée, les collectivités locales doivent jouer leur partition.

Poursuivant son propos, Mme Seck Sy a assuré que les maires sont un pilier essentiel des questions de sécurité. Les villes ouest africaines doivent apporter leur contribution. Elle a évoqué le Forum ivoirien qui a fait un travail remarquable sur les questions de sécurité et d'ailleurs les villes ivoiriennes qui étaient dans le Forum ivoirien ont mieux tenu lors de la crise.

Elle a aussi indiqué qu'au mois de Juin 2016 sera organisée à Durban la Conférence inaugurale du Forum africain pour la sécurité urbaine. Les conclusions de nos réflexions alimenteront les travaux du Forum africain.

M. Alioune Badiane, Directeur des programmes, ONU-Habitat

S'exprimant sur les perspectives M. Badiane s'est appesanti sur le programme d'appui aux collectivités locales qui vise 6 villes africaines et le projet de collaboration en cours avec les Volontaires des Nations Unies. M Badiane estime qu'il faut que les africains aient foi et confiance en eux. Le credo : African solutions for African problems.

Interventions

Selon les participants, la sécurité est une science et ce n'est pas pour rien qu'elle est enseignée dans les écoles. Elle n'est pas seulement l'affaire de l'Etat et ne se résume pas à la police. A ce titre, il est important de mettre l'accent sur la formation et la recherche sur les questions de défense et de sécurité, notamment la sécurité civile qui est inclusive et multi-acteurs. L'on ne peut pas traiter un phénomène sans en avoir une compréhension approfondie. Dans un tel contexte, la recherche scientifique doit aider à inventer de nouveaux concepts alors que la violence était jusque-là expliquée par des termes juridiques.

Résoudre la question de la violence nécessite des moyens qui s'appuient sur les citoyens. Aujourd'hui, l'approche locale est la meilleure pour comprendre et prendre en charge les questions de sécurité et de plus, aucun développement n'est possible sans l'appropriation des leviers par les populations. C'est le lieu pour les intervenants de s'interroger sur le rôle des collectivités locales pour relever les défis sécuritaires. Celles-ci doivent aider à développer les capacités de résilience des populations par le règlement de la question de l'économie urbaine. A Dakar, le chômage touche 65% des jeunes âgés de 15 à 25 ans. Dans ce cas, comment régler la question de l'économie urbaine d'autant plus que les villes contribueraient significativement à la création de richesses ?

Les élus sont donc interpellés sur la nécessité de développer des plans stratégiques, de recentrer la réflexion au niveau local (quartiers, communes, villes) mais aussi de réfléchir aux dispositifs à mettre en place, à travers des contrats avec les ONG, la société civile et mieux prendre en charge les questions de sécurité humaine qui est beaucoup plus large.

Selon les participants, la croissance démographique doit être une opportunité. Aussi, le grand défi dans la gestion de la sécurité sera de voir comment traduire les facteurs jeunesse, urbanisation, économie et social, en atouts plutôt qu'éléments de violence. La jeunesse africaine est devenue une cible facile pour le terrorisme. Avec très peu d'espoir et de perspectives, la jeunesse cède aux moyens financiers du terrorisme et de l'autre côté, l'Etat n'a pas de véritables alternatives à lui offrir, l'exposant ainsi à toutes sortes de tentations.

Synthèse de M. Elong Mbassi

M. Elong Mbassi a repris la parole pour réagir aux différentes interventions. L'Afrique doit traduire les contraintes en opportunités et cesser d'être dans une perpétuelle position de demandeur d'aide, posture qui ne peut générer aucune transformation positive. Il nous faut analyser le contexte politique et économique. La dégradation de l'espace politique engendre d'autres légitimités collectives dont la violence. La sécurité est une affaire collective, faisons nôtre cette sagesse africaine : « ce que tu fais pour moi *sans moi, est fait contre moi* ».

Les politiciens pensent que la jeunesse est une masse destinée à leur usage, qu'ils manipulent à leur guise et incitent à la violence. La politique politicienne sème la violence au sein des jeunes. Cette dégradation de la politique fait que les jeunes considèrent la politique comme un jeu. Nul ne peut construire une nation en faisant de sa jeunesse une arme politique. Le radicalisme vient de la désespérance. Les jeunes se disent autant donner un sens à leur mort puisque leur vie n'a pas de sens. Et se donner la mort en emportant avec soi des vies est pour

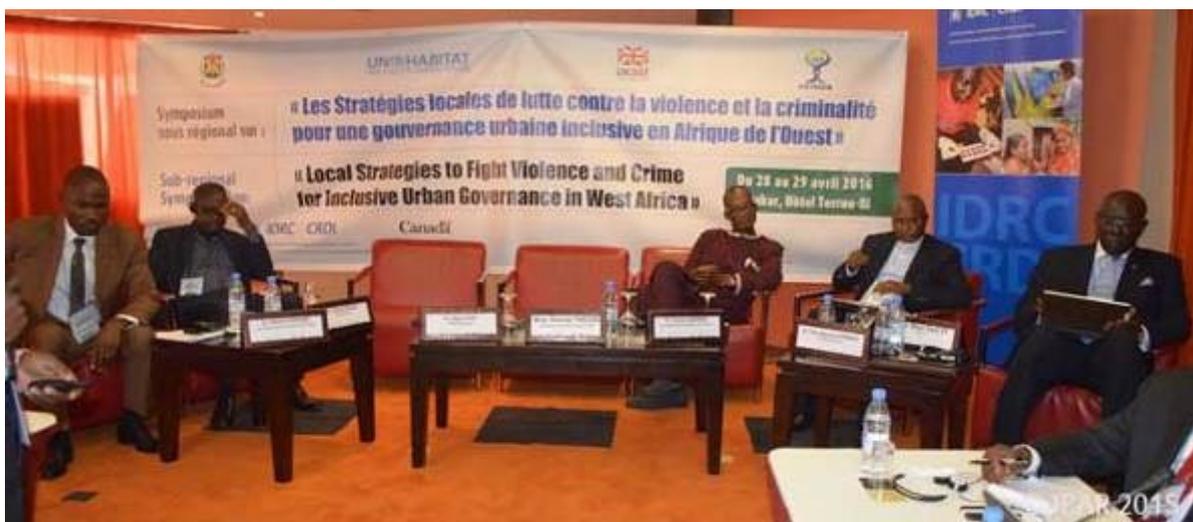
eux un sens à la mort. Ainsi mourir en martyr donne un sens à la mort, ce qui explique cette bravade vers la mer appelée au Sénégal « barça ou barsakh ».

Recommandations majeures

- Renforcer la formation et la recherche sur les questions sécuritaires ;
- Organiser une rencontre avec les forces de défense et de sécurité (FDS) afin de voir comment renforcer les synergies avec celles-ci ;
- Développer des plans stratégiques de développement local pour renforcer les capacités de résilience des populations.

15

Panel 1: Nature, acteurs, causes et conséquences de la violence et de la criminalité urbaines



Présentations

- Pr. Francis AKINDES et Dr. Félicien KOUAME, Université Alassane Ouattara /Côte d'Ivoire
- Pr. George OWUSU, Université / Ghana
- Pr. Théo Macaire KAMINAR, Université / Kinshasa
- Dr. Djibril DIOP, Université/ Montréal

Commentaires des panélistes

- M. Paulin Claude DANHO, Maire de la commune d'Attécoubé/Abidjan, Vice – président du Forum ivoirien pour la sécurité urbaine (FISU)
- M. Jean Paul NTAMBUA, Maire de Mbuji Mayi/ Kinshasa

Synthèse des présentations

Pr Francis AKINDES et Dr. Félicien KOUAME, Université Alassane Ouattara /Côte d'Ivoire

La violence urbaine en Côte d'Ivoire est de deux ordres : politique et social. La violence politique est observée à Duékoué et à Abidjan dans les quartiers de Yaosséhi et Doukouré. Elles portent sur les questions foncières récurrentes dont les frontières ont débordé les cadres villageois. En effet, cette violence est liée aux enjeux fonciers dans le continuum rural-urbain. L'urbanisation de la violence criminelle autour du foncier est due aux migrations et à la mobilité des imaginaires des violences autour de la question foncière.

Les formes de la violence politique sont :

- Tueries par la stigmatisation. Plus meurtrières en milieu urbain.
- Agressions physiques à l'arme blanche.
- Profanation de lieux sacrés à Doukouré (quartier précaire à dominance de populations musulmanes).
- Opportunités d'expression : situations de poussée de fièvre politique.
- Localisées dans le temps : période des affrontements de 2010, à Duékoué et Abidjan.

La violence sociale a été observée à Abidjan, Bouaké et Duékoué. Elle se traduit par une intensification des agressions dans les centres urbains, dans et autour des gares routières, par l'émergence du phénomène des « Microbes⁴ » et par le viol, très important en période de conflit armé, et dont l'âge des victimes est de plus en plus bas (cas de fillettes de moins de 5 ans).

La recherche a établi le lien entre violence, pauvreté et urbanisation. Les quartiers précaires et les communes de fortes concentrations des déclassés sociaux sont des écosystèmes sociaux favorables à la violence. Ces zones, caractérisées par un déficit d'aménagement, sont favorables au développement d'activités illicites et à l'informalisation de l'espace.

Autre écosystème social favorable à la violence, c'est le double phénomène de désocialisation et de resocialisation par la violence, conséquence de la paupérisation des familles, de la perte du contrôle social et du fort taux de chômage. La resocialisation se fait par la rue, dans les Gares routières et espaces favorables aux activités délictueuses, drogues et autres.

⁴ Les « Microbes » sont des jeunes de 10 à 25 ans, opérant par groupe de 2 à 4 voire plus, qui agressent et dépouillent leurs victimes le plus souvent à l'aide d'armes blanches. Certains utilisent des Kalachnikovs.

Pr. George OWUSU, Université de Ghana, Legon

La présentation a porté sur les résultats de la recherche axée sur Pauvreté et la criminalité en milieu urbain au Ghana. Les résultats-clés suivants se sont dégagés de la recherche :

- La criminalité n'est pas exclusivement expliquée par la pauvreté ;
- La cohésion sociale et communautaire s'affaiblit à cause de certaines mesures de résilience des populations comme la fortification des maisons et une faible cohésion sociale renforce la criminalité.
- Les quartiers de classe moyenne sont perçus comme plus victimes d'insécurité que les quartiers riches ou les quartiers à faibles revenus par habitants. En effet, les quartiers riches se barricadent à grand renfort de moyens et la cohésion sociale qui règne dans les quartiers pauvres y limitent la criminalité. Les quartiers de classe moyenne ne se trouvent ni dans l'un ou l'autre cas, s'exposant de fait à la criminalité ;
- Les conséquences sanitaires de la criminalité sont réelles.

Conclusions et implications dans les politiques

- Renforcer la police et le système judiciaire ;
- Promouvoir la gouvernance et la planification urbaine ;
- Développer des approches communautaires pour améliorer la sécurité ;
- Renforcer le capital social à travers des initiatives qui cherchent à développer les capacités des communautés à répondre à la criminalité et à la violence ;
- Une réponse intégrée à la criminalité peut trouver un ancrage dans la planification décentralisée du développement et le cadre de gestion administrative du Ghana.

Pr Théodore Macaire KAMINAR, Université de Kinshasa

Kinshasa est la 3^{ème} ville africaine la plus peuplée d'Afrique. Les violences vécues à Kinshasa comme à Mbuji-Mayi revêtent plusieurs formes comme les violences verbales (injures publiques, incivilité des jeunes), les violences physiques (coups et blessures, bagarres au sein de ménages, bagarres de rue, viol, tortures, extorsion des biens, enlèvement, vol à main armée, meurtre, destruction méchante des équipements publics et privés).

Les causes sont dues à la pauvreté de la masse juvénile (35%), aux fractures sociales, à la consommation de drogue et d'alcool, aux guerres, à l'exode rural et au manque de police de proximité entre autres. Les principaux acteurs de ces violences sont les *Kulunas* à Kinshasa et les *Suicidaires* à Mbuji-Mayi. Ce sont des jeunes constitués en bandes qui sont pour la plupart des drogués. Leur appellation montre le sadisme qui habite ces jeunes qui se comparent à des morts-vivants, qui n'ont rien à perdre (Suicidaires) et qui affrontent les forces de l'ordre, armés ou à mains nues. Ils sont âgés entre 15 à 35 ans et utilisent des filles pour la filature ou comme appât.

Si personne n'est épargnée sur leur passage, les familles aisées dans les quartiers pauvres, les moins nanties dans des endroits peu sûrs et celles qui ont reçu de l'argent sous différentes formes sont les principales victimes. Les victimes comprennent aussi les noctambules qui détiennent des objets de valeur, des cambistes, des vendeuses et les femmes qui squattent

les rues tôt le matin. Les conséquences de cette violence entraînent des désagréments comme :

- des agressions sexuelles occasionnant des grossesses non désirées, des maladies sexuellement transmissibles et le VIH / Sida ;
- la stigmatisation de certains quartiers ;
- l'insécurité récurrente qui provoque des traumatismes et des stress permanents ;
- les déplacements forcés des ménages ;
- l'insécurité des personnes et des biens ;
- l'abandon de résidences par des propriétaires ;
- les coups et blessures conduisant à des infirmités, des soins coûteux pour des populations déjà pauvres, des pertes en vie humaine, pertes d'emplois et de scolarités ;
- le couvre-feu de fait et l'auto-exclusion ;
- la destruction des petites activités informelles tenues en majorité par les femmes (petit commerce de produits vivrier et alimentaires) qui les plonge dans la précarité ;
- les actes de vandalisme et pillages qui découragent les investissements et réduisent la capacité de génération de recettes locales.

Face à cette violence, les populations locales ont créé des comités d'auto-défenses locales.

Dr Djibril DIOP, Université de Montréal

Dynamique démographique : la population de la capitale sénégalaise augmente d'une manière très rapide avec toutes les implications. Dakar concentre sur 0,3% du territoire plus de la moitié des citadins du pays (53,7%). En 40 ans, de 1976 à 2016, la population s'est accrue de 72,56%. Ce développement est une source d'inconfort avec l'accroissement d'un sentiment d'insécurité chez les citadins, mais aussi chez les néo-citadins.

Insécurité, criminalité et conséquences :

Loin de s'estomper, le phénomène prend de plus d'ampleur. En 2015, la police nationale sénégalaise a recensé 36 375 arrestations, dont 449 étrangers, soit un taux criminalité de 243 pour 100 000 habitants et une hausse de 358 arrestations par rapport à l'année 2014, malgré les efforts déployés pour la sécurisation des personnes et des biens.

L'âge moyen des délinquants est entre de 15 et 35 ans. En 2012, 76 % de cette population délinquante avaient entre 20 et 44 ans, tranche d'âge qui représente 27 % de la population sénégalaise. De même, la criminalité a pris un coup de genre. Si les femmes sont les premières victimes des crimes, en terme de statistiques, elles sont aussi impliquées, de plus en plus, dans des cas d'insécurité urbaine. Si 9 délinquants sur 10 sont des hommes, en revanche dans la tranche d'âge des 15 à 19 ans, les jeunes filles sont plus nombreuses (11,1 %) contre 7,9 % pour les garçons. En 2014, le ratio était d'un policier pour 1426 habitants, alors que la norme est d'un policier pour 1000 habitants en temps normal et 1 policier pour 500 habitants en temps de troubles.

En 2012, la population carcérale du pays était chiffrée à 23 700, soit une hausse de 34,21 % en deux ans, soit un taux de criminalité de 173 pour 100 000 habitants. (Rapport 2014,

Administration pénitentiaire). Ceci est en partie dû au chômage. La zone urbaine de Dakar affiche 14,1 % de taux chômeurs, le plus élevé du pays, en particulier pour les jeunes (16,8 %). Selon les autorités policières, la majorité des meurtres constatés ces dernières années sont liés à la consommation de drogue, alors que Dakar devient un haut lieu de l'écoulement de toutes les catégories de drogues.

La population s'organise face à la criminalité :

Inconcevable il y a quelques années, aujourd'hui s'armer est devenu une question de survie pour beaucoup de dakarois, face à la recrudescence de l'insécurité et à sa banalisation dans leur quotidien. Devant les moyens limités des forces de sécurité, les populations s'organisent pour se prendre en charge elles-mêmes en utilisant « la justice populaire » avec ses dérives en matière de droits humains. Dans certains quartiers résidentiels, toutes les maisons disposent d'un gardien, de jour comme de nuit.

Pourtant, selon les autorités policières, la criminalité au Sénégal est dans les limites du « convenable », même si en comparant les chiffres d'année en année, on constate une baisse de la criminalité. Car, si le sentiment d'insécurité se développe au sein de la population, en revanche, il ne faut pas le noyer dans l'insécurité réelle.

Criminalité à dimension sous régionale :

L'accroissement de l'insécurité urbaine et l'incapacité de l'État à endiguer le phénomène semble être la voie toute tracée pour l'infiltration de réseaux terroristes, mafieux et de crime organisé. Par exemple, l'installation récente de la communauté chinoise s'accompagne d'assassinats et d'une délinquance de nouveau type, alors que la drogue Sud-américaine se déverse sur cette partie du continent en tonnes.

La corruption et la fraude, les détonateurs :

Selon le rapport 2012-2013 de Transparency International, la police, les partis politiques et le système judiciaire occupent respectivement le peloton de tête en matière de corruption au Sénégal. Une étude montre que 61 % des Sénégalais considèrent que la corruption a augmenté entre 2011 et 2012 et 57 % affirment avoir eu à verser un pot-de-vin pour obtenir un service.

La stratégie policière :

- l'acquisition de nouveaux équipements
- opérations coups de poing régulières
- recrutements de policiers et gendarmes pour renforcer les effectifs
- la réhabilitation de bâtiments et la construction de nouveaux commissariats et postes de police, de brigades et de casernes de gendarmerie
- la mise à jour de la réglementation (lutte contre la cybercriminalité)
- réorganisation des services des forces de défense et de sécurité.

Les meilleures pratiques pour des villes sûres :

- Services de police innovateurs pour des solutions durables
- Communautés impliquées dans la gestion de la sécurité et de l'environnement
- Police et prévention par le développement social
- Police partenaire de politiques urbaines intégrées

Commentaires des panélistes

Selon M. Paulin Claude DANHO, Maire de la commune d'Attécoubé à Abidjan, Vice – président du Forum ivoirien pour la sécurité urbaine (FISU) et premier panéliste à intervenir, tout a été dit sur la nature, l'ampleur, la cartographie des crimes, les causes sociales et politiques de la violence. Le grand défi d'aujourd'hui c'est cette jeunesse déstructurée sans repère et exposée à la radicalisation ou encore à la cybercriminalité. L'absence d'urbanisation pensée est une cause majeure du désordre urbain prononcé. En tant que gestionnaire de cités, nous pensons que les solutions doivent être analysées de façon globale.

Pour lui, les réponses des Etats doivent aller dans le sens d'améliorer la qualité de vie des populations, de consolider la démocratie et de définir des politiques économique et macroéconomique adéquates. Au niveau local, le maire ne peut rien faire, seul. Les Etats doivent donc associer les élus locaux. En Côte d'Ivoire, le programme d'appui à la sécurité urbaine a beaucoup aidé certaines villes à résister à la crise profonde. Les indices de la criminalité doivent être suivis et un guide élaboré pour permettre aux maires d'avoir une lecture de la sécurité et prendre ainsi en charge toutes les zones criminogènes. Les villes de la Côte d'Ivoire sont très engagées à interagir avec la recherche pour que ses résultats servent à éclaircir les politiques urbaines.

M. Jean Paul NTAMBUA, Maire de MbujiMayi (RDC), deuxième panéliste à intervenir, est pour sa part, revenu sur les défis sécuritaires auxquels son pays est confronté. La mission régaliennne d'un Etat est la protection de ses citoyens et de leurs biens. Mais au Congo, l'insécurité et la criminalité règnent. Depuis 2006, la RDC est engagée dans un processus de décentralisation, ce qui suppose un transfert de compétences et de moyens. Mais le transfert des moyens ne suit pas toujours. Peut-on assurer une sécurité à la population sans moyens conséquents ? La sécurité est assurée de manière générale par la police nationale congolaise qui a peu de moyens face aux acteurs de la violence qui font des victimes au quotidien. Les collectivités locales peinent à jouer pleinement leur rôle dans la sécurité des personnes.

Les «Kuluna» et les « Suicidaires», règnent dans le développement de la criminalité par des violences verbales et physiques exercées par des jeunes d'âge compris entre 15 à 35 ans. Les filles servent à la filature et à l'infiltration. Cette violence, causée par le chômage, s'accroît et engendre des affrontements entre jeunes favorisés. Le manque d'accès aux services de base notamment l'électricité favorise le développement de la violence. En effet, l'obscurité des quartiers précaires favorise la perpétration des violences. Pour l'éradiquer, il est essentiel d'identifier les défis urbains, de mettre en place des Comités d'urgence de proximité mais aussi de renforcer la police.

Interventions des participants

Les participants sont revenus sur des causes et formes de criminalité qui n'ont pas forcément été abordées dans les présentations. Au Mali, l'on constate les mêmes formes de délinquance et de criminalité en plus du phénomène des kamikazes, jusque-là inconnue en Afrique de l'Ouest. La jeunesse malienne est à la merci de prêcheurs pakistanais et afghans qui recrutent dans les mosquées.

Certains participants n'ont pas manqué de souligner que le problème de la violence n'est pas vraiment l'urbain mais plutôt le rural. Les populations abandonnent les zones rurales dans l'espoir de vivre dans de meilleures conditions, ce qui crée des situations indésirables en villes. Les Etats doivent développer des stratégies d'intégration des jeunes ruraux en milieu urbain et d'appui des jeunes ruraux restés. Malgré tout, les risques d'insécurité demeureront.

La démission des parents a été également visée par les participants. Aujourd'hui, les parents ont tendance à s'éloigner des enfants à cause des contraintes professionnelles. Les jeunes ont des problèmes que les parents doivent gérer. Au Nigeria, des jeunes de la classe aisée ont rejoint Boko Haram, rien que pour attirer l'attention de la société.

Au niveau local, il est clair pour les intervenants que les maires ne peuvent rien faire seuls. La sécurité est une compétence transférée mais les moyens ne suivent pas toujours. Dans ces conditions, les Collectivités peuvent-elles assurer une sécurité à la population sans moyens conséquents ? Elles ont besoin de l'accompagnement des Etats et des partenaires techniques et financiers, au risque de voir la sécurité informelle se développer. En effet, les populations sont obligées de s'organiser pour prendre en charge leur sécurité. A ce sujet, le cas du Sénégal qui tente de contrer le problème de la sécurité informelle en mettant en place l'Agence de Sécurité de Proximité a été cité.

Recommandation opérationnelle

Les indices de la criminalité doivent être suivis et un guide élaboré pour permettre aux maires d'avoir une lecture de la sécurité et prendre ainsi en charge toutes les zones criminogènes.

Panel 2: Territoires, ségrégation spatiale, aménagements et insécurité

Présentations



- Dr. Kouadio Raphael OURA, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
- Dr. Charlotte ASANTE, Université de Ghana
- Dr. Claude NGOMSI, Onu – Habitat

Commentaires des panélistes

- **M. Bampo Paul MENSAH**, Mairie d'Accra, Ghana
- **M. Juma ASSIAGO**, Coordonnateur du programme Safer cities, Onu - Habitat

Synthèse des présentations

Dr. Kouadio Raphael OURA, Université/ Côte d'Ivoire

A Abobo, tous les équipements sécuritaires sont concentrés autour de la ville. La méthode du triangle conceptualise le délinquant et sa motivation. Pourquoi ces jeunes versent dans la délinquance ? La police est la seule responsable de la sécurité urbaine et elle doit s'appuyer sur l'armée. Toute mesure de prévention dépendrait donc de la relation entre la police et toutes les entités en situation.

Les effectifs de la police ne suffisent pas. Qui est protégé et qui ne l'est pas ? Le calcul du rayon couvert par la police montre que toutes les nouvelles zones ne disposent pas de commissariat. Les postes de police se concentrent autour des marchés. De plus, les infrastructures manquent cruellement.

Les populations évoquent Dieu pour leur sécurité mais renforcent malgré tout, leurs systèmes de protection. Elles se retrouvent prisonnières chez elles. Les auteurs de crimes recrutent des membres influents de la communauté pour se couvrir car ils savent que lorsqu'ils commettent un forfait, ils seront tout de suite réprimés par les populations. Dans les communautés musulmanes et les systèmes traditionnels, l'on s'est rendu compte que les dirigeants disposent d'instruments pour lutter dans les zones criminogènes.

Dr. Charlotte ASANTE, Université / Ghana

Cette communication de l'équipe de recherche du Ghana a porté sur la dimension genre de la pauvreté urbaine et la réduction de la criminalité au Ghana. Aussi bien les hommes que les femmes sont impliqués dans les actes de violence. Le vol à la tire est la forme de criminalité la plus répandue, mais les femmes n'aiment pas trop le vol. Il y a également des viols et des détournements. Le sentiment d'insécurité est plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Quant aux facteurs contribuant à l'insécurité, l'on note l'absence d'éclairage public, l'inefficacité de la police qui n'est jamais auprès des populations, la présence de gangsters, la promiscuité, l'étroitesse des routes et les ghettos qui accueillent des jeunes déscolarisés.

Les crimes sexuels sont plus répandus dans les communautés à revenus faibles où les femmes sont les principales victimes. Les victimes des crimes sexuels (par ailleurs faiblement rapportés dans les structures formelles de sécurité) privilégient très souvent l'indemnisation financière aux poursuites judiciaires. La conséquence est que les données statistiques ne reflètent pas toujours l'ampleur de ces crimes. Le principal effet des crimes sur les victimes est une permanente paranoïa d'une attaque imminente.

A l'issue de leurs recherches, l'équipe du Ghana a fait les recommandations suivantes :

- améliorer l'infrastructure urbaine ;
- sécuriser les arrêts de bus et des toilettes publiques ;
- rendre la police visible dans l'environnement communautaire ;
- appliquer la législation en cas de viol ou détournement de mineur et mettre en place des stratégies d'insertion professionnelle des jeunes.

Dr. Claude NGOMSI, ONU – Habitat

L'étalement urbain non maîtrisé fait que les villes africaines sont caractérisées par un manque d'équipement à la périphérie. Des problèmes sociaux comme la ségrégation sur le foncier et un accès disproportionné aux ressources sont également de véritables fléaux.

Il existe plusieurs types de criminalité. La criminalité léthale, la criminalité apparente et la criminalité réelle en sont entre autres différentes formes. Le ressentiment des victimes est également très important dans la suite qui est donnée au crime. Il a été noté que les victimes d'escroquerie n'en parlaient car se sentant humiliées. Par contre, les cambriolages et les agressions physiques sont souvent reportés à la police. L'accès à la sécurité est un service public et par conséquent dépend fortement du paiement des taxes par le contribuable.

23

Résoudre le problème de l'insécurité revient d'abord à mobiliser les acteurs. Il faudra donner des réponses de proximité en attirant l'attention de la cellule familiale sur sa démission dans l'éducation des enfants et leur offrir un cadre propice à un bon encadrement de ces derniers. En effet, derrière chaque criminel, il y a 1 contrôleur : si c'est le jeune, ce sont les parents, si c'est dans le cadre professionnel, c'est le supérieur hiérarchique. Les jeunes n'ont pas seulement besoin d'emploi mais aussi d'instruction. Pourquoi les mairies ne pourraient pas instituer la scolarisation obligatoire des jeunes jusqu'à 20 – 25 ans.

Les Collectivités locales et les Etats peuvent initier des mesures simples et productives comme investir dans le social, limiter le renforcement de la police, renforcer la sécurité de proximité. La police ne peut pas tout faire, seule. Il faut moins de lois et plus d'ordre, ce n'est pas en investissant dans les FDS qu'on va réussir. L'éclairage public est également très important. Nous n'avons pas besoin d'illuminer toutes les villes car nous n'en avons pas les moyens, mais nous pouvons demander aux populations de contribuer. Enfin, il est important de créer une coalition pour une bonne prise en charge des problèmes de sécurité.

Commentaires des panélistes

Pour M. Bampo Paul MENSAH de la Mairie d'Accra au Ghana, le manque d'infrastructures et le rôle de la police dans l'application de la loi sont des facteurs de violence. La société civile doit être impliquée dans le processus de recherche de solutions à la violence. Aujourd'hui, avec la perte des valeurs et l'effondrement des chefs traditionnels qui ont leur place dans le processus, la sécurité est exclusivement gérée par les autorités et les forces de l'ordre. Pour parler de la prévention, elle ne peut pas être dissociée du modèle urbain. Il nous faut remodeler nos villes et les concevoir pour les personnes. L'urbanisation maîtrisée est la réponse à la problématique de la criminalité.

M. Juma ASSIAGO, Coordonnateur du programme Safer cities de UN – Habitat, a mis l'accent sur les ODD qui offrent l'occasion de moderniser nos villes. Les ODD prônent une démarche inclusive comme l'implication des autorités locales dans le combat contre la violence. Pourquoi les autorités locales doivent être impliquées dans la lutte contre la violence ? Les villes constituent le moteur de la croissance économique urbaine. Elles regorgent d'opportunités mais seule une approche holistique peut conduire à des solutions à long terme. Les Collectivités locales et les Etats doivent procéder à une planification qui considère les cités comme un cadre d'intégration sociale. Elles doivent consentir l'effort de comprendre

toutes les couches de la population. Pour mettre en place des villes sûres, il nous faut considérer de nouveaux concepts et gérer l'insécurité. A cet effet, ONU-Habitat va aider à établir de nouveaux standards.

Pour Mme Nomvuso SHABALALA, Maire Adjoint de la ville de Durban et modératrice du panel, les gouvernements locaux, responsables de la sécurité des populations, doivent mettre en place des programmes qui permettent de faire face à ces problèmes de sécurité. La question de la prévention de l'insécurité sera abordée à Durban en juin 2016.

Panel 3 : Gouvernance locale urbaine et radicalisation



Keynote Speaker : Pr. Bakary SAMB, Directeur, Institut Timbuktu

Présentateurs

- Mme Ifeoma Ojemeni OKALI, Consultante, Nigeria
- Pr. Abdourahmane NGAIDE, Université/ Dakar

Commentaires des panélistes

- M. Adama SANGARE, Maire de Bamako
- M. A. Comban ADJAHOUINO, Vice – président Délégation spéciale, Lomé
- M. Khalifa SALL, Maire de la Ville de Dakar

Keynote Speaker : Pr. Bakary SAMB, *Directeur, Institut Timbuktu*

La radicalisation est une problématique préoccupante. Dire que quelqu'un est radical suppose qu'on ait défini les normes. Il y a une forte corrélation entre démographie, sécurité et radicalisation. Les chiffres de la démographie en Afrique sont impressionnants. A l'horizon 2050, le Niger qui est à 15.000.000 d'habitants actuellement atteindra les 56.000.000, le Burkina 47.000.000 et le Mali 42.000.000 d'habitants.

Cette démographie galopante a des répercussions sur les politiques et les villes. Parmi ces répercussions, ces difficultés qui poussent les jeunes au chômage à la radicalisation et à

intégrer les groupes islamistes. Déjà beaucoup d'indices laissent présager de l'adhésion des jeunes aux discours radicaux à savoir l'assise historique du mouvement, une jeunesse vulnérable, l'absence d'infrastructures et de l'Etat.

La communauté internationale a accusé 40 ans de retard dans son analyse et les stratégies qu'elle a déployées dans le Sahel. Le Sahel a été marqué pendant plusieurs décennies, depuis les années 70, par une sécheresse très dure qui a eu de graves conséquences sur les économies de la région. Pendant cette même période également, les pays occidentaux riches étaient plongés dans une crise économique liée à la crise pétrolière. Seules les monarchies du Golf avaient les moyens mais n'avaient aucun respect pour notre pratique de l'Islam. Ce sont là les germes de la naissance du mouvement Boko Haram qui a été initié pour répondre à un problème d'ordre éducatif. Le chômage, l'absence de contrôle religieux, la marginalisation et la pauvreté aidant, le mouvement a dévié.

La décentralisation a failli puisque toutes nos grandes villes risquent d'être des concentrés de problèmes comme la radicalisation et les phénomènes de basculement vers la violence. La promiscuité dans les villes, l'appât du gain, la pauvreté, l'absence de l'état, le désœuvrement des jeunes sont pointés du doigt et ont conduit à la radicalisation et à l'extrémisme. La radicalisation relie deux des problématiques majeures abordées lors de ce symposium, la concentration urbaine et le rajeunissement des populations.

Dans les pays foyers de Boko Haram, la frustration des jeunes sans emploi et les facteurs socioéconomiques avec une économie largement dépendante du Lac Tchad font le lit du terrorisme. Le radicalisme touche également les femmes.

Selon les statistiques, 41 millions de jeunes de moins de 25 ans risquent de se radicaliser. Les pays les plus pauvres se retrouvent donc obligés de consacrer une bonne partie de leur budget, déjà maigre, aux questions sécuritaires.

Des solutions concrètes dans le cadre de politiques de décentralisation permettront aux Collectivités Locales de prendre en charge ce phénomène et d'éviter une gestion au quotidien des problèmes, en mettant l'accent sur la mise en place d'un système de planification fiable. Les gestionnaires des grandes villes ne peuvent plus être écartés, les Collectivités Locales et les administrations locales ont un rôle important à jouer si on leur en donne les moyens. Le rôle de nos Etats dans le développement de politiques inclusives doit être orienté vers la prévention et non vers les actions de sécurité.

Synthèse des présentations

Selon Mme Ifeoma Ojemeni OKALI, Consultante Nigériane, il n'y a pas de définition universelle de la radicalisation. La définition est contextuelle. La conception de la radicalisation est diversement appréciée. Selon elle, la radicalisation est « *un processus de changement intense de croyances, d'attitude et de sentiment d'un individu, d'un groupe vers l'adoption de moyens violents de défense de leurs intérêts* ».

L'une des premières causes de la radicalisation est l'évolution de nos modes de vie. L'unité familiale est disloquée. Les enfants sont de plus en plus laissés à eux-mêmes, isolés à l'école et à la maison, par des parents débordés par leur activité professionnelle. Aujourd'hui, la

gestion interne de la maison et l'éducation des enfants incombent pour la plupart aux personnes étrangères à la famille, en l'occurrence le personnel de maison.

De l'avis de Mme Okali, l'on ne peut parler de radicalisation sans évoquer la violence sexuelle qui peut revêtir plusieurs formes notamment le mariage forcé, l'esclavage, les abus, les viols collectifs, le trafic des femmes avec un dénominateur commun : le genre, la violence domestique et les situations post-conflit. Mais la violence la plus pernicieuse demeure la violence politique avec ses manipulations. Au Nigéria, mis à part Boko Haram, d'autres groupes se lancent dans ces mêmes actes pour manipuler politiquement l'état central. Cette violence gangrène tous les processus de paix ethnique ou religieuse.

Le Pr. Abdourahmane NGAIDE, Enseignant-chercheur à l'Université de Dakar a commencé son intervention par une interrogation : comment expliquer les vecteurs de la radicalisation ? Quels sont les repères recherchés dans ces formes de radicalisation ? Selon M. Ngaidé, telles sont les questions auxquelles nous devons répondre. Le phénomène de la radicalisation n'est pas nouveau dans sa forme, l'Islam a été à la base de la lutte contre le colonialisme. Il nous faut oser dire les choses telles qu'elles se passent et se produisent. L'Afrique de l'Ouest n'est pas encore confrontée à la radicalisation des jeunes telle qu'elle est définie par les occidentaux. La radicalisation peut prendre plusieurs formes. L'exemple de Mbuji-Mayi où l'on constate une radicalisation du langage des jeunes avec l'usage de termes comme *suicidaires* est éloquent. Le terme de basculement est plus approprié que radicalisation.

Le modérateur du panel M. Cheikh GUEYE, Secrétaire exécutif d'ENDA, a cherché à établir le lien entre gouvernance, municipalité et radicalisation. Interpellées à plus d'un titre dans un monde urbanisé, les Collectivités Locales sont devenues des condensés de problèmes et constituent un terreau fertile au recrutement de jihadistes favorisant la violence sous un manteau politique. Et ces jeunes dans l'ignorance et sans soutien aucun optent souvent pour la radicalisation ou l'émigration. Les Collectivités Locales doivent prévoir des programmes destinés à ces jeunes et les conscientiser à la tolérance et à la gestion de leur avenir. Elles doivent faire des budgets participatifs qui prennent en compte les besoins des populations et réfléchir aux moyens à mettre en place pour une bonne prise en charge des fonctions de la ville. Ces réponses doivent être nouvelles, durables et adaptées.

Par ailleurs, certes les manques d'éducation et d'infrastructures sont des facteurs favorisant de la violence mais les causes politiques ne sont pas à négliger. Des leaders politiques versent dans le domaine religieux, utilisé comme un détour pour mettre la main sur un potentiel électoral.

Commentaires de panélistes

M. Khalifa SALL, Maire de la Ville de Dakar a commencé son propos par interpeller les chercheurs : le radicalisme tel qu'il est communément défini, existe-t-il chez nous ? Le phénomène islamiste peut-il être qualifié de radicaliste tel que vécu dans les pays européens ? Les autorités locales sont-elles à même de lutter contre l'insécurité ? Si nous devons parler de cette frange de la population qui s'est engagée dans la violence, nous devons faire une introspection. Ils sèchent les cours, fument, se prostituent et se droguent. Ils versent ensuite dans la grande délinquance et deviennent des trafiquants de cigarettes,

trafiquants de drogue, preneurs d'otages et maintenant djihadistes. Pendant ce temps, les riches se barricadent.

Les bases de la radicalisation sont d'abord culturelles donc sociales et les autorités locales constituent le meilleur cadre pour lutter contre cette marginalisation. Ce sont de jeunes hommes et femmes qui perdent espoir de s'insérer et rejoignent ainsi les mouvements radicaux. Ils s'engagent dans l'émigration au péril de leur vie. Ils meurent avant destination ou sont coincés quelque part abandonnés par les passeurs. Déboussolés ils se laissent recruter par des mouvements de trafiquants, preneurs d'otages, jihadistes radicaux et se retournent souvent contre leur propre pays. Seule une bonne politique d'éducation, de création d'emplois et d'insertion peut les inciter à retourner dans leurs pays respectifs. Les politiques publiques doivent être locales et prendre en considération les préoccupations des communautés de se retrouver dans ces politiques conçues pour elles. Nous devons éviter que la décentralisation ne reste qu'un slogan.

27

Nos Etats doivent arrêter de transférer les problèmes et les compétences sans les moyens. La décentralisation est un slogan. Les quartiers de Dakar ne sont pas encore radicalisés mais nous allons vers cela si nous ne prenons garde. Les chercheurs et la société civile doivent jouer leur partition et veiller à la bonne mise en œuvre des politiques publiques. Ils doivent être une force de contre-pouvoir. La force d'un pays est la capacité de sa société civile à impacter sur le débat.

Selon M. A. Comban ADJAHOUINO, Vice – président de la Délégation spéciale de Lomé, la radicalisation est devenue un phénomène dangereux pour nos villes. Les risques sont nombreux face au chômage des jeunes et à la pauvreté. Nous devons savoir dans quel pôle de paradigme nous mettons notre région.

Interventions des participants

Pour compléter les réponses fournies aux questions de M. Khalifa Sall sur la radicalisation, le Dr Lori, chercheure et Directrice du bureau régional de l'Institut d'Etude de Sécurité à Dakar a assuré qu'il existe peu de données empiriques qui permettent de faire une analyse détaillée de la radicalisation. Dans un projet au Mali, ils ont mis de côté la radicalisation pour se demander pourquoi les jeunes rejoignent des groupes extrémistes violents. A ce stade, ils ont juste des exemples anecdotiques sur les motivations des jeunes. Certains soutiennent qu'ils ont rejoint le MUJAO, parce que marginalisés du fait de leur appartenance à des classes sociales vassalisées dans une société très hiérarchisée et non par conviction religieuse. Pour eux donc, rejoindre ce groupe était un moyen de faire un coup d'Etat social, dans une société très vassalisée.

Pour le Maire de Bamako, M. Adama SANGARE, la radicalisation à caractère religieux n'est pas encore apparente dans nos sociétés mais par contre elle est une réalité au Nigeria. Le risque devient réel avec les considérations ethniques. A Mopti au Mali, les autorités tentent de s'appuyer sur les collectivités locales pour endiguer le phénomène.

Réactions des panélistes

A la question du Maire Khalifa Sall à savoir y a-t-il radicalisation en Afrique ? Le Pr Bakary Samb a répondu par l'affirmatif. Il y a bel et bien radicalisation chez nous. L'Afrique n'est pas

épargnée car elle ne peut être exclue d'un mouvement mondial généralisé. En 2009, la réaction virulente des imams maliens contre la réforme du Code de la famille, qui aurait donné plus de pouvoir aux femmes, en témoigne. C'était là les prémises de la radicalisation.

Il y a un déni du radicalisme religieux et du terrorisme. L'article qu'il avait publié en 2013 avec le Dr Lori avait été vivement décrié. Dans le cadre de ses études, il a rencontré deux Cheikhs, basés dans le bassin du Lac Tchad, qui lui ont chacun donné la cause selon eux de la radicalisation. En résumé, les 2 Cheikhs de Bountimit et de Maidougourit considèrent que l'arrogance des injustes (conflit palestinien et les politiques internationales) et l'ignorance des victimes ont engendré la radicalisation.

Les solutions militaires sont contreproductives et raffermissent la radicalisation. A l'Union Européenne, il disait qu'il est plus cher d'acheter un char que de créer une école.

Pour le Pr Ngaidé, les africains doivent arrêter le plaidoyer de l'aide et résister à la notion d'humanitaire. Aujourd'hui, tout est marché. Il nous faut rompre ce diktat des marchés, pour pouvoir nous développer. Par ailleurs, la religion n'est pas forcément le premier facteur d'entrée dans le radicalisme. Au Nigéria, il y a d'autres facteurs que la religion qui pousse les jeunes à aller vers ces mouvements.

Mme Ifeoma Ojemeni OKALI, quant à elle, est revenue sur les collisions entre les familles des jeunes qui rejoignent les mouvements radicaux et les djihadistes. Ceux-ci voient leurs parents démunis accepter l'argent de ces mouvements. Elle a également évoqué la question de l'instrumentalisation des filles dans la criminalité. C'est également le cas quand elles s'engagent dans la criminalité.

M. Khalifa SALL, Maire de Dakar a repris la parole pour préciser sa pensée. Selon lui, nous devons faire attention au contenu que nous donnons à la radicalisation selon le contexte européen ou africain. Dans la région des Grands Lacs et au Nigeria, les causes sont sociales, culturelles, religieuses et ethniques. Mais est-ce le cas dans d'autres parties du Continent ? En effet, les causes sont multiples et peuvent différer.

THEME 2 : SOLUTIONS ET REPONSES A LA VIOLENCE ET A L'INSECURITE URBAINE

Panel 4 : Revue critique des réponses à la criminalité et à l'exclusion dans les villes ouest africaines



Présentateurs

- Dr. Willy MBALANDA, Université/ Kinshasa
- Mme Roxane MARTEL PERRON, Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence
- Clément OUANGO, Directeur police municipale Ouagadougou, Burkina Faso
- M. Konan Aristide KOUASSI, Sous – Directeur police municipale de la Commune de Youpougon à Abidjan en Côte d'Ivoire

Commentaires des panélistes

- Mme Nomvuso SHABALALA, Maire Adjoint de la ville de Durban
- Dr. Pape Khaly Niang, Directeur de l'Agence nationale de sécurité de proximité

Synthèse des présentations

Dr. Willy MBALANDA, Université de Kinshasa en RDC

Les réponses sont fondées sur une démarche dissuasive. Les pouvoirs publics ont mis l'accent sur le renforcement de la police de proximité et la présentation des Kulunas au public. Malgré cela, ils ont initié des actions de formation et d'encadrement pour la réinsertion des déviants à une vie normale. La police et la société civile collaborent également. Elles mettent en place des comités d'auto-défense populaires que la police soutient en formation.

Malheureusement, les réponses sont éphémères et ne s'inscrivent pas dans la durabilité. L'État devrait mettre l'accent sur le renforcement des effectifs dans les postes de police de proximité avec des moyens logistiques adéquats.

Quelles actions pour des villes sûres et inclusives ? Protéger et sécuriser les équipements privés et publics, créer et réhabiliter les écoles professionnelles, appliquer une politique de travail et de salaire décentes et lutter contre la pauvreté, telles sont les initiatives proposées par les chercheurs congolais. Il ne peut y avoir de villes sûres, sans campagnes sûres. Les politiques de développement doivent intégrer les zones rurales.

Mme Roxane MARTEL PERRON, Représentante du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRV)

Le Centre a été créé en 2015 par la ville de Montréal. Il intervient sur des problématiques comme la toxicomanie, les gangs de rue, le suicide et l'intimidation. Qu'est-ce que la radicalisation ? C'est un processus par lequel des personnes adoptent des systèmes de croyances extrêmes, avec une volonté d'utiliser, d'encourager, de faciliter la violence et faire triompher une prétendue idéologie. Ses formes sont la radicalisation politico-religieuse (Jihadisme, identité chrétienne), celle d'extrême-droite (néo-nazis, skinheads, nationalisme identitaire, citoyens souverains) ou de gauche (anarchistes, environnementalistes radicaux, défense des animaux, etc.) ou de cause unique (anti-avortement, anti-femmes, Wali). La radicalisation en soi n'est pas un problème mais c'est quand elle mène à la violence que cela pose problème. Par exemple, Gandhi et Martin Luther King avaient adopté des postures radicales non violentes.

Pour le Québec, les manifestations de la radicalisation sont le départ des jeunes en Syrie et en Irak en 2013, les attaques contre des soldats Canadiens en 2014, les discours haineux tel le phénomène Wali qui a fait son apparition en 2015. Ces actes ont instauré un sentiment d'insécurité, le renforcement des mesures policières et le renforcement des mesures législatives (Loi-51, Anti-terrorisme).

Le CPRMV qui favorise une approche d'intervention psychosociale personnalisée mise sur :

- la formation, l'éducation et la sensibilisation en travaillant sur les causes profondes sous-jacentes ;
- la mobilisation de la collectivité à travers une approche holistique et multidisciplinaire ;
- l'intervention et le soutien psychosocial et personnalisé ;
- la facilitation de la réinsertion sociale.

La prévention et le développement des compétences (formation : éducation, communautaire, sécurité publique) la recherche (développement d'une expertise, élaboration de plans d'actions, diffusion d'outils techniques) et l'intervention psychosociale (réponse aux besoins psychologiques des individus, identification des facteurs de vulnérabilité, offre de soutien et d'accompagnement) sont les trois modules pour faire face à la radicalisation.

Le CPRMV a reçu 700 appels téléphoniques pour 150 interventions psychosociales directes dont douze cas référés aux autorités pour un suivi d'autant que les appelants souffrent de

ruptures familiales, de fragilité adaptative, de la stigmatisation et du rejet et enfin de l'emprise psychologique.

Clément OUANGO, Directeur de cabinet du Ministre en charge de la Décentralisation et de la sécurité publique, Burkina Faso

Sa communication a porté sur le thème « *Dimension municipale de la prévention intégrée de la criminalité et du maintien de l'ordre : une institutionnalisation à améliorer* ». Après avoir défini les concepts de Criminalité, de Maintien de l'ordre et de Prévention intégrée, M. Ouango est revenu sur les missions des villes dans la lutte contre l'insécurité en l'occurrence la prévention pour l'ordre public. Les villes doivent veiller à la sécurité publique, à la salubrité publique, à la tranquillité publique, aux bonnes mœurs et à l'esthétique de l'espace public.

31

Pour conduire ces missions, la ville dispose d'outils comme la Police municipale, les Services municipaux civils et les Services de sécurité étatiques. La stratégie doit tourner autour de la prévention intégrée et trois éléments clés doivent guider la réussite des stratégies de prévention à savoir : le lien de confiance entre populations et institutions, les mesures de résolution pacifique et la participation active des « publics cibles » aux stratégies de prévention.

M. Konan Aristide KOUASSI, Sous – directeur police municipale Commune de Yopougon

En Côte d'Ivoire, l'Etat a fait de la sécurité une de ses priorités, à travers des initiatives multiformes au plan institutionnel :

- Volonté marquée de restaurer l'autorité de l'Etat et de l'ordre public,
 - Création de structures spécialisées,
 - Réhabilitation et équipement des commissariats et casernes,
 - Amélioration de l'accès à la justice,
 - Formation des forces de sécurité sur les Droits de l'homme,
- Disponibilité de documents stratégiques: le Plan National de Développement (PND),
- Projets de développement, avec l'appui financier de l'Union Européenne, la Coopération Japonaise (JICA), l'USAID et les ONG,
- Réforme du secteur de la sécurité (RSS),
- Mise en place d'instances nationales de reconstruction et réinsertion:
 - L'Autorité pour la Démobilisation le Désarmement et la Réinsertion (ADDR),
 - la Commission Nationale de lutte contre les Armes Légères et de Petits Calibres (COMNAT-ALPC).

Les réponses locales

L'Etat a conféré aux Communes l'accompagnement des initiatives nationales à travers la formulation et la mise en œuvre de plans municipaux de prévention de l'insécurité articulés autour des initiatives suivantes :

- Prévention, planification et mobilisation locale éléments clés des interventions locales en matière de sécurité en Côte d'Ivoire.
- Mise en place d'une faitière

M. Kouassi a partagé les expériences concluantes du Forum Ivoirien pour la Sécurité Urbaine (FISU), du Programme d'appui à la sécurité urbaine (PASU)

Les réponses communautaires

- Espaces d'échanges multi-acteurs,
- Existence de cadres de concertation:
 - Comité communal de sécurité (CCS),
 - Comité consultatifs d'éthique (CCE),
 - Comité de gestion de quartier,
 - Syndics,
 - Comités d'alerte de quartier.
- Sécurité privée en pleine expansion,
- Appui des ONG et de la société civile.

Les leçons tirées des initiatives locales et communautaires

- Problèmes de financement,
- Problème d'autonomisation des projets,
- Absence de diffusion des pratiques,
- Initiatives nombreuses mais peut-être pas à la hauteur des défis,
- Réflexions et actions à poursuivre,
- Nécessité de collaboration dans la recherche de solutions et de pistes nouvelles.

Commentaires des panélistes

Selon Mme Nomvuso SHABALALA, Maire adjoint de la ville de Durban, l'Afrique du Sud est confrontée à de véritables défis sécuritaires avec 66% de la population âgés de moins de 35 ans. La ville de Durban compte 225 Conseillers. La municipalité a un plan de développement intégré qui permet de bien planifier le budget. Seulement, il faut que les questions de sécurité soient d'abord inscrites dans le plan pour être budgétisées. La ville de Durban a lancé un programme à 3 phases :

- Gérer et prévenir la criminalité,
- Planifier le programme de lutte contre cette criminalité,
- Exécuter le plan élaboré en parfaite synergie avec la communauté.

Dans le processus de planification, la Ville de Durban s'est intéressée aux infrastructures routières pour vérifier qu'elles sont utilisées de manière sûre. Comment impliquer les communautés? En mettant en place une structure qui collabore avec elles. Un centre de gestion a été mis en place avec des caméras de surveillance qui permettent d'envoyer la police dans ces points chauds. Pour l'éclairage public, la Ville de Durban veille à ce que le service de l'électricité ne soit jamais interrompu pour éviter d'avoir des zones obscures insécurisées. Ainsi, elle promeut la sécurité des populations avec un système de prévention de l'insécurité. Chaque année, le plan de développement intégré est révisé pour apprécier les progrès et améliorer les points faibles.

Pour le Dr Pape Khaly NIANG, Directeur de l'Agence nationale de sécurité de proximité, cette rencontre est parfaitement en phase avec les préoccupations mondiales en matière sécuritaire. Des personnes préfèrent mourir dans l'honneur plutôt que de vivre dans l'indignité. Aujourd'hui, il est péremptoire d'affirmer une relation directe entre radicalisme et

religion. Le radicalisme exige maintenant une réponse sociétale, qu'il faut analyser avant de la définir.

La présentation de l'équipe de Kinshasa a pertinemment fait ressortir la relation entre les réponses dissuasives et les moyens nécessaires. Cela d'autant plus qu'à titre d'exemple, il faut 20 policiers pour suivre un terroriste, ce qui est quasi impossible à assurer. Il faut donc privilégier la réponse préventive car la réponse dissuasive de la prison a montré ses limites. Généralement, on y entre comme petit délinquant et on y sort comme grand criminel. Ce qui est tout à fait compréhensible car quand on vit des situations dures, on finit par s'y habituer.

33

Réagissant à la présentation du CPRV du Canada, M. Niang confirme que la prévention sociale est capitale. La définition donnée par Roxanne englobe le radicalisme de la politique sociale, économique, religieuse.

En réaction à la présentation de M. Ouango du Burkina Faso, le Dr Niang est d'avis que le maire est un collaborateur qui se doit d'assurer la sécurité de sa population sans la prétention de remplacer l'Etat dans ses fonctions qui sont déjà très lourdes. La criminalité ne peut être quantifiée seulement par des enquêtes sociologiques qui ne font pas ressortir le chiffre noir de la criminalité. La prévention intégrée est une alternative. Pour la mettre en place, il faut une multitude de profils : sociologues, forces de l'ordre, criminologues, agents de sécurité policière, agents de sécurité civile, agents de sécurité de proximité, etc. Pour le Sénégal, l'agence de sécurité de proximité doit apporter une réponse de proximité.

Interventions des participants

Le Commissaire Fall, Directeur de la police municipale de Dakar et Coordonnateur du Programme des volontaires de la Ville de Dakar, est revenu sur l'expérience sénégalaise en matière de police de proximité et de prévention de la criminalité. En décembre 1993, toutes les capitales régionales étaient dotées de polices municipales, mais aujourd'hui elles ont toutes disparu. Et dire qu'en 1996, Ouagadougou s'est inspiré du Sénégal pour mettre en place sa police de proximité. Le maire Khalifa Sall a mis en place le projet des jeunes volontaires à Dakar. 500 jeunes ont ainsi été engagés et répartis en brigade (brigade de la voie publique, mobilité urbaine, désencombrement, dans les écoles, les quartiers, etc.). Cela a comblé le vide laissé par la police municipale. Des jeunes sans emplois, désœuvrés ont été intégrés dans le système. Ce fut une réponse préventive qui a fait office de modèle au Sénégal.

TRAVAUX DE GROUPE

Pour des municipalités plus sûres et plus inclusives : comment améliorer les politiques, les pratiques, le financement et la coordination de la prévention de la criminalité et des inégalités urbaines? Pour répondre à cette question, les participants ont été répartis en 4 groupes dont un groupe anglophone.

Groupe 1: La gouvernance de la sécurité urbaine : le jeu des acteurs

Modérateur : Maye Seck SY, Ville de Dakar



Les solutions au niveau régional

- Renforcer les connaissances sur la criminalité et la violence pour définir les politiques partagées
- Mettre en place des plateformes d'échanges et de partage
- Se concerter entre Etats pour l'établissement d'un cadre sous-régional de gestion des enjeux et défis liés à la sécurité
- Définir un cadre de partage d'informations
- Développer un système de défense des frontières
- Développer des stratégies de lutte contre le terrorisme
- Initier une politique de lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres.

Les solutions au niveau central

- Remettre en cause le système sécuritaire pour un élargissement au-delà des corps de défense
- Clarifier un concept par rapport à la police et la sécurité c'est-à-dire comprendre les rôles entre la technique et le politique en s'appuyant sur la science
- Réviser les stratégies et les doctrines de formations en prenant en compte le contexte actuel
- Veiller à la dimension de la prévention
- Initier une stratégie de développement pour réduire les inégalités et exclusions.
- Aller vers un décloisonnement incluant les différents acteurs, aller vers des synergies et mutualiser nos forces
- Avoir des plateformes de partage et d'échanges
- Responsabiliser à tous les niveaux pour renforcer le dispositif de renseignement, de veille et d'alerte.
- Définir un cadre réglementaire
- Définir les rôles et responsabilités des différents acteurs à chaque niveau de compétences (Régional, étatique décentralisé, communautaire)

- Promouvoir la politique de vulgarisation des textes de lois.
- Renforcer les capacités en rapport avec tous les acteurs pour faciliter l'exercice des compétences
- Veiller à l'encadrement et démultiplier les structures de défense et de sécurité

Les solutions au niveau local

- Exercice du pouvoir de police par les autorités des Collectivités locales en partenariat avec les forces de défense et l'ensemble des autres acteurs
- Mutualiser les forces et les compétences entre collectivités
- Mettre en place un cadre de concertation pour un système de veille, alerte, et suivi d'évaluation (permanent et une cellule de crise à l'échelle départementale ou provinciale (cadre de concertation), locale (conseil communal) et communautaire (comité d'alerte)
- Elaborer des documents stratégiques et des plans d'actions opérationnels (type observatoire)
- Partager toutes informations permettant un profiling pour le suivi
- Réglementer l'éthique par la diffusion, le partage des informations et l'application de la loi
- Sensibiliser et communiquer sur l'exercice du pouvoir de police pour une acceptation des populations
- Respecter le partage des informations, les politiques préventives et dissuasives
- Etablir des politiques d'accompagnement pour la lutte contre les inégalités sociales
- Intégrer les dimensions sécuritaires dans les documents de planification et d'aménagement urbain
- Définir des plans de prévention des risques.
- Approcher de manière holistique la prise en charge des problèmes sécuritaires à travers une interconnexion entre les différentes problématiques urbaines qui interfèrent dans la sécurité urbaine

Groupe 2 : La participation citoyenne comme vecteur de durabilité des politiques de sécurité et de prévention



Les recommandations

- Faire du citoyen un acteur de la sécurité
- Promouvoir le genre dans la coproduction des politiques et des pratiques
- Renforcer les capacités des acteurs et les doter d'outils pour porter et mettre en œuvre les politiques de sécurité
- Promouvoir l'éducation de base des citoyens ; former à la citoyenneté depuis le bas âge, animer le citoyen à développer le souci d'appartenance
- Promouvoir le partage d'expériences, visiter et vulgariser les expériences réussies
- Mettre en place des cadres de concertation et s'assurer du dialogue et de la prise de décision.
- Valoriser les politiques de création d'emplois en faveur des jeunes.
- Rendre effectif les pouvoirs de police du maire, avec une valeur ajoutée pour la sécurité de proximité et la sécurité participative

- Repenser la ville par l'amélioration du cadre et la promotion du vivre ensemble
- Organiser des journées de dialogue politique entre Etats, élus, acteurs locaux et communautés
- Organiser la sécurité mais ne plus la déléguer

Le plan d'action

- Instruire le citoyen et renforcer ses capacités à la base
- Mettre en place des structures adéquates pour assurer la médiation communautaire
- Articuler la justice et la médiation communautaire
- Renforcer les ressources humaines des collectivités locales
- Faire le lien entre cadre de vie, environnement et sécurité
- Assurer le plaidoyer impliquant les populations dans l'élaboration de lois, règlements et conventions
- Créer un cadre d'émulation et encourager les meilleures pratiques
- Renforcer les stratégies d'alerte et de veille et prendre en compte les problèmes des personnes vulnérables : femmes, personnes vivant avec des handicaps, etc.
- Mettre en œuvre des activités d'informations, d'alphabétisation et de formation citoyenne adaptées.

Conduire des recherches sur les thématiques suivantes

- Le diagnostic local de la sécurité dans les Collectivités Locales avec un focus sur les pratiques
- Le diagnostic des nouvelles formes d'insécurité au niveau local et sous régional, et identification des nouvelles formes de résiliences.
- Les liens connexes entre sécurité en Afrique de l'ouest et les cadres juridiques et institutionnels pour gérer la sécurité dans la région
- L'insécurité informelle en Afrique de l'ouest
- La place, le rôle et la stratégie d'implication des citoyens dans les questions de citoyens.

Groupe 3: L'évaluation, financements et reddition des comptes



Modérateur : Claude NGOMSI, Onu - Habitat

- Développer et diffuser les outils méthodologiques d'évaluation des politiques et pratiques de financement
- Analyser et revaloriser les valeurs culturelles prometteuses d'amélioration de la sécurité et de la tranquillité publique
- Evaluer les mesures de renforcement de la sécurité des femmes, des enfants et des personnes handicapées dans l'espace public
- Conduire un diagnostic rapide du mode de fonctionnement, des forces, faiblesses, des opportunités et des menaces des conseils de quartier et comité de vigilance ou d'auto-défense
- Capitaliser et valoriser les actions des conseils de quartier ou des comités de vigilance
- Promouvoir le respect de la réglementation dans le processus de planification et d'aménagement urbain

- Etudier le coût et le bénéfice du financement de la prévention de la criminalité par les acteurs publics, le secteur privé et les communautés
- Créer des lignes budgétaires spécifiques au sein des municipalités pour financer les actions de prévention de la criminalité et la violence
- Etablir une collaboration entre les collectivités locales et les députés pour renforcer le plaidoyer de l'octroi du financement aux municipalités pour des actions de sécurité
- Mobiliser la participation du secteur privé au financement de la prévention de la criminalité et de la violence
- Renforcer, si possible généraliser, les subventions octroyées par les collectivités locales et le gouvernement central aux conseils de quartier
- Promouvoir l'intercommunalité en matière de planification et de mise en œuvre des actions de réduction de la délinquance et de prévention de la criminalité
- Créer un climat de confiance entre les décideurs et les communautés pour assurer la collecte et la gestion transparente des impôts
- Evaluer et vulgariser les bonnes pratiques de réduction de la corruption et d'amélioration de l'accès aux services publics
- Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques de réduction de la criminalité dans les municipalités en Afrique de l'Ouest
- Financer l'installation des postes de police et des services de santé publique dans les marchés
- Evaluer les formes d'incivilité et d'irresponsabilité des parties prenantes dans l'occupation
- Réaliser le diagnostic de la criminalité et des efforts d'amélioration de la sécurité dans les grandes villes du Sénégal comme Dakar, Thiès, Pikine, Guédiawaye et Rufisque

Groupe 4 : Gouvernance et sécurité urbaine



- Repenser la structure de la ville et le cadre légal; et renforcer la ville
- Comprendre les dynamiques sociales et le capital humain de la ville
- Prioriser la prévention du crime
- Résoudre le problème de la collaboration et de la coordination entre les différents niveaux de gouvernance
- Etablir des réseaux au niveau régional
- Renforcer la police de manière inclusive
- Considérer le management en situation d'urgence et le crime transfrontalier, ce qui impliquerait une mise en réseau et un système financier intelligent
- Utiliser les technologies pour lutter contre le crime ex. usage du GIS pour la prévention du crime

Participation des citoyens

S'inspire de l'expérience de Durban :

- Mettre en place au sein de la municipalité une unité destinée à la participation des communautés. Toutes les parties prenantes peuvent échanger sur les questions de sécurité au sein de cette unité.
- Développer une approche participative d'élaboration du budget : partager le budget proposé avec les communautés avant approbation.
- Associer les groupes vulnérables (femmes, jeunes, personnes avec un handicap)

Reddition des comptes

- Compte rendu mensuel à la communauté
- Evaluer les performances de tous les membres de l'équipe municipale
- Audit interne des comptes de la municipalité (audit préliminaire)
- Mettre en place les Comités suivants :
- Comité pour le suivi du compte public municipal (MPACT)
- Comité éthique pour la gestion des performances des représentants de la communauté
- Comité pour appuyer les représentants des populations dans l'accomplissement de leurs missions.

Conclusion

- Le besoin d'avoir un réseau écologique pour la connaissance, l'aide technique et le financement
- Avoir une base de données sur la sécurité et le crime pour dresser une carte de la criminalité et repenser l'usage des statistiques pour une planification de la sécurité.

Interventions des participants

Les participants ont relevé que tous les groupes ont placé le citoyen, au cœur des questions de sécurité et de la problématique de lutte contre la violence et la criminalité. La sécurité n'est donc pas seulement l'affaire des corps habillés, mais celle de tous les citoyens. Il faut mettre l'accent sur l'éducation et la formation. Les élus locaux ont un rôle important à jouer car l'éducation est une compétence transférée. Ils doivent également mettre l'accent sur l'élaboration des plans et la budgétisation. Aujourd'hui la sécurité est au cœur des affaires communautaires.

Malheureusement, selon certains participants, dans les pays de la CEDEAO, les élus locaux ont des prérogatives en matière de sécurité qui leur sont dévolues mais qu'elles n'exercent pas, faute d'information. Ainsi, ils mettent l'accent sur les moyens alors qu'il y'a beaucoup à faire s'ils prenaient leurs responsabilités. Ils doivent arrêter la politique politicienne et proposer des solutions en relation avec le citoyen parce que ni la gendarmerie ni la police ne peut faire face à de tels actes sans la collaboration des populations.

Des élus ont pris la parole pour faire un plaidoyer fort à l'endroit de l'Etat pour qu'il donne aux collectivités locales la place qui est la leur. Elles doivent être appuyées pour pouvoir assumer pleinement la compétence de la sécurité qui leur a été transférée. Ils ont recommandé de mettre l'accent sur la prévention en se fondant sur une plateforme de Collectivités Locales, construite de façon intelligente, pour des solutions adaptées et durables. Pour ce faire, chaque maire doit disposer d'un spécialiste des questions de sécurité, en plus

des compétences déjà existantes. Certains maires ne sont toujours pas au fait de leurs prérogatives. Il faudra donc élaborer un guide méthodologique pour eux et un outil de sensibilisation pour permettre aux citoyens de comprendre le langage de la sécurité urbaine.

Pour terminer, la différence soulevée par les groupes entre Comités de vigilance et Comités locaux d'alerte à l'échelle des quartiers n'a pas échappé aux participants. L'expérience des Comités locaux d'alerte vient du Cameroun qui les a initiés pour lutter contre les terroristes de Boko Haram. La remontée de l'information se fait plus facilement dans ces Comités.

CEREMONIE DE CLOTURE



Lecture de la Déclaration de Dakar (cf. Déclaration en annexe) et réactions

A la suite de la lecture de la Déclaration de Dakar, les participants ont formulé les observations suivantes :

- Eviter de parler de partenariat Sud-Sud dans la déclaration car nous sommes dans un village planétaire et que des collègues canadiens ont participé à cette session.
- Prendre en compte la dimension métropolitaine dans les questions sécuritaires.
- Parler de gouvernements nationaux en même temps que des gouvernements locaux parce que ces questions dépassent les frontières.
- Parler de violences faites aux femmes et aux enfants.
- Parler de collectivités territoriales en lieu et place de municipalités.

Motions de remerciement

M. Paulin Claude DANHO, Maire de la commune d'Attécoubé

Au nom de tous les participants, M. Paulin a prononcé une motion de remerciements adressés à M. Khalifa Sall, Maire de la ville de Dakar, aux organisateurs et à l'ensemble du personnel qui n'ont ménagé aucun effort pour le bon déroulement de ce symposium.

Les prochaines étapes

Mme Ramata THIOUNE, Chargée de programme au CRDI

Mme Thioune a tiré les conclusions du forum et parlé des perspectives. Selon Mme Thioune, Etat, collectivités locales et populations sont tous interpellés par les questions de sécurité, à des échelles différentes. Nous espérons que ce symposium serve de catalyseur pour développer la réflexion sur les questions de sécurité et que les recommandations qui seront issues de ce symposium seront mises en œuvre. Déjà, les travaux de groupe ont permis d'aller en profondeur de ces questions et suggèrent des solutions qui peuvent être mises en œuvre. Elles seront synthétisées dans le rapport final et mises à la disposition des participants et collectivités locales ayant besoin de réflexions sur la prévention à ces questions.

La révision des concepts a été fructueuse. Développés très souvent ailleurs, ces nouveaux concepts sont également nôtres et, c'est important d'en avoir notre propre compréhension.

Les connaissances nouvelles partagées sur le profilage des acteurs de la criminalité mettent les citoyens au cœur de toutes les actions de lutte pour la sécurité. Mais le chantier est encore très vaste. Il y a encore des améliorations à apporter avant le prochain symposium. Sur quelles thématiques s'appesantir ? Est-ce la même approche qui va être développée ou faudrait-il de nouvelles approches? Le symposium a souligné les limites de l'approche 100% sécuritaire. Il est donc nécessaire de continuer la réflexion et les recherches pour des connaissances nouvelles qui permettront de trouver des solutions appropriées.

Alioune BADIANE, Directeur des programmes d'ONU HABITAT

Depuis des années, le Sahel est confronté à des problèmes d'insécurité. Aussi, nous espérons que les recherches de qualité qui ont été menées et présentées à cet atelier serviront à améliorer les politiques urbaines.

En route pour Quito à la Conférence sur le nouvel agenda urbain, nous devons produire un document sur les grandes questions urbaines de tous les continents. Il n'y a pas de développement sans développement urbain durable. Le rôle des autorités locales sur ces questions de prévention est extrêmement important.

Madame le Maire de Durban

Les contributions de ce symposium vont enrichir les travaux du Forum de Durban, prévu en Juin sur la sécurité urbaine. Elle a invité l'assistance à venir partager leur expérience à cette importante rencontre de Durban. Pour terminer, elle a exprimé ses sincères remerciements à l'endroit de la ville de Dakar et des organisateurs pour l'invitation, l'hospitalité, le transport et l'hébergement.

Mot de clôture de M. Khalifa Sall

Khalifa SALL, Maire de la ville de Dakar

Nous avons posé les jalons forts pour Ouagadougou 2018. Les différentes recommandations qui émaneront de nos différentes concertations permettront à n'en pas douter de rendre efficaces les politiques de développement. Si les collectivités locales comprennent que leurs meilleurs partenaires sont les chercheurs, nous construirons autrement le développement.

Je souhaite à tous un bon retour dans vos foyers respectifs. Sur ce, je déclare clos le premier Symposium sous régional sur les «stratégies locales de lutte contre la violence et la criminalité pour une gouvernance urbaine inclusive en Afrique de l'ouest».

ANNEXES

- I. Note conceptuelle du Symposium
- II. Différentes présentations
- III. Déclaration de Dakar
- IV. Liste des participant (e) s